

Le constat

1. L'accélération de la mondialisation économique et financière au cours des dix dernières années a montré la nature même de ses conséquences écologiques, sociales, économiques, culturelles et sociétales :

- .. Epuisement des ressources et déséquilibres écologiques ;
- .. Croissance de la misère, de la malnutrition et des inégalités ;
- .. Réduction pour un nombre accru d'individus de l'accès aux produits et services de base, comme l'eau, l'alimentation et la santé ;
- .. Erosion de la biodiversité et de la diversité culturelle ;
- .. Perte d'autonomie et de maîtrise en ce qui concerne les choix économiques et les choix de vie ;
- .. Recul démocratique généralisé, les pouvoirs publics perdant progressivement toute capacité de décider dans l'intérêt des citoyens sous la pression des contraintes prétendument économiques.
- .. Perte de repères politiques et moraux, exacerbation des fondamentalismes ;
- .. Risques accrus de conflits sociaux, de guerres civiles, de guerres.

2. La mondialisation et son moteur, la course à la croissance, sont, non pas régulées, mais organisées par les institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale et, depuis 10 ans, l'OMC. L'OCDE et surtout l'Union européenne sont les relais efficaces de ces institutions vers des gouvernements alignés et complices.

3. Ce système guidé essentiellement par les intérêts financiers de groupes transnationaux s'est instauré grâce au faible coût de l'énergie, principalement du pétrole. C'est en effet le faible coût des produits pétroliers qui induit les coûts financiers de transport très bas, au point de ne jouer qu'un rôle mineur dans le coût financier global d'un produit, quel que soit le lieu de sa production, de sa commercialisation ou de son utilisation.

La mise en compétition planétaire de produits et services obtenus dans des conditions écologiques et sociales très variables entraîne logiquement une pression à la baisse sur les législations sociales et écologiques les plus ambitieuses, toutes étant aspirées dans une spirale descendante. La marchandisation généralisée inspirée par la logique de croissance contribue à amplifier le phénomène et à élargir son champ d'action.

Il est temps de combattre ce processus mortifère et de remettre en cause les principes et présupposés qui le fondent. Il ne suffit pas de limiter les dégâts de la mondialisation en tentant de corriger les mécanismes les plus contestables de son fonctionnement (statuts de l'OMC, TCE notamment) même si ces combats sont importants, il faut mettre fondamentalement en cause une logique qui empêche les hommes de choisir leur destin et les soumet à une rationalité économique qui les détruit comme elle détruit la planète.

Une nouvelle vision du bien-être et de nouveaux indicateurs sont nécessaires aujourd'hui pour se substituer à l'objectif de croissance, renoncer au fétichisme du PIB et mettre fin à la commercialisation du monde. Cette démarche passe, selon nous, par une relocalisation du mode de vie et, plus fondamentalement, par une renaissance du local.

Parallèlement aux revendications à porter aux autres niveaux de décision, le niveau local constitue naturellement un terroir de choix pour concrétiser plusieurs pans de notre projet d'autant que la capacité d'action qu'elle soit d'initiative politique ou citoyenne n'y fait pas défaut. Bien au contraire comme vous pourrez le découvrir au travers de plusieurs illustrations que nous proposons sur les enjeux qui nous paraissent les plus significatifs.

Projet politique : pour une renaissance du local

1. La relocalisation de l'économie

La relocalisation de l'économie, qui implique de recentrer les activités prioritairement vers la satisfaction des besoins locaux (régionaux) et de sortir de la logique de conquête de marchés lointains, est un facteur essentiel dans la renaissance du local. Cette relocalisation permet d'échapper à la domination des multinationales et aux mécanismes régressifs en matière sociale et de protection de la santé et de l'environnement, sans oublier les droits démocratiques. Elle peut se concrétiser rapidement dans les domaines essentiels que sont :

- a) L'agriculture et l'alimentation
 - b) L'habitat et l'aménagement du territoire
 - c) L'énergie
 - d) Le transport
 - e) La valorisation des ressources renouvelables
- a) *Des produits du terroir pour nourrir sainement les gens du pays et faire vivre les paysans :*

La promotion de l'agriculture biologique n'est qu'une partie de la réponse au problème fondamental posé par les nuisances sanitaires, environnementales et sociales de l'agriculture industrielle et du modèle alimentaire qui l'accompagne. Il convient, à côté des combats contre les organismes génétiquement modifiés ou l'usage de pesticides de synthèse et parallèlement à la promotion d'une agriculture liée au sol et n'utilisant pas d'intrants chimiques, de généraliser la mise en place des circuits courts en matière alimentaire. Pour ce faire, les producteurs doivent trouver les moyens d'écouler leurs produits sur les marchés locaux.

Des initiatives du type AMAP (France) ou CSA (Angleterre), basées sur le principe du contrat entre personnes à la recherche de produits naturels frais et petits paysans, méritent d'être soutenues politiquement et économiquement tant les effets bénéfiques sont nombreux :

- Ø Moins de transport donc moindre coût énergétique et moins de nuisances liées au transport ;
- Ø Fraîcheur des aliments ;
- Ø Économies pour l'acheteur et pour la planète ;
- Ø Meilleure rémunération pour l'agriculteur ;
- Ø Réduction des emballages et des pertes dues aux invendus et au gaspillage inhérent aux circuits de distribution classiques.

Les compétences du pouvoir politique local sont parfaitement adéquates pour initier ou encourager ce type d'initiative.

b) *Habiter en harmonie avec l'environnement :*

La qualité de l'habitat est un facteur essentiel de santé et de bien-être pour l'être humain. C'est aussi un paramètre important en ce qui concerne la consommation d'énergie, le prélèvement sur les ressources non renouvelables, l'impact sur l'environnement local.

Il est plus que temps de revoir fondamentalement les choix (ou plutôt les non choix) tant en matière de matériaux que d'architecture. Privilégier les matériaux naturels (notamment le bois), de préférence d'origine régionale, et concevoir les projets architecturaux en fonction du site d'implantation (maison bioclimatique), constituent des exigences essentielles à respecter pour réduire l'impact environnemental et optimiser l'intégration dans l'environnement local.

Les compétences du pouvoir politique local sont parfaitement adéquates pour répondre à cet enjeu prioritaire ; mais il va de soi que la participation des habitants et la coopération active des architectes et des urbanistes sont indispensables et qu'il convient de les encourager.

c) *Valoriser les énergies locales et soutenir les économies d'énergie :*

Les énergies renouvelables sont parfaitement capables de couvrir l'intégralité de la demande en énergie, pour autant que le gaspillage organisé soit aboli et qu'une politique d'efficacité énergétique soit mise en œuvre. Les économies d'énergie doivent donc être soutenues.

Le potentiel renouvelable local doit systématiquement être valorisé de manière optimale. A cet effet, les projets collectifs, plus que les réalisations individuelles, sont les plus prometteurs. C'est notamment le cas pour la production de biogaz par méthanisation des déchets organiques, la production d'électricité d'origine éolienne, la production et la distribution de chaleur à partir de chaudières aux déchets de bois ou encore la valorisation des calories basse température des eaux souterraines par pompe à chaleur et réseau de chaleur.

Les communes, qui disposent d'un patrimoine bâti, sont bien placées non seulement pour soutenir les initiatives de ce type mais aussi pour les initier et garantir leur viabilité. Elles peuvent également soutenir la mise en place d'éco-quartiers ou d'éco-villages dans lesquels les citoyens s'organisent pour trouver les réponses les plus adaptées en matière énergétique notamment. Elles doivent, comme acteur public, montrer l'exemple et rendre ces technologies accessibles à tous.

d) Réduire la demande de transports individuels et augmenter l'offre collective :

La hausse prévisible et irréversible des prix des produits pétroliers ne peut qu'accélérer l'indispensable mutation vers la relocalisation. Il est essentiel de se rendre compte que, dans le domaine des transports, il n'y a pas d'alternative à court terme aux produits pétroliers. Ceci signifie que, même dans un contexte de libre marché, la balance penche en faveur des projets impliquant moins de transport.

Il va de soi que dans les domaines où le transport joue un rôle important, voire déterminant, le choix de la localisation est d'autant plus urgent. Pour les pouvoirs publics, il est primordial de se réinterroger sur l'aménagement du territoire et l'organisation des services. Réduire les déplacements de manière à minimiser le recours à la voiture individuelle devient incontournable et nécessite que des services publics de base soient, contrairement à la tendance actuelle, non seulement maintenus mais encore développés pour les rendre accessibles en quelques minutes. La dispersion de l'habitat le long des axes routiers doit être radicalement remise en cause de même que le parachutage d'activités commerciales ou industrielles en zone rurale loin de tout habitat.

Toutes les alternatives à la voiture individuelle doivent être étudiées et promotionnées. Une place prioritaire doit être réservée aux transports doux (marche et vélo) de même qu'aux transports en commun et au co-voiturage.

e) Valoriser les ressources renouvelables et augmenter le savoir-faire local :

Un des enjeux prioritaires à ce jour est celui de la dépendance à l'égard du pétrole. Cette dépendance n'est pas seulement énergétique mais touche aussi de nombreux secteurs d'activité économique : chimie, matière plastique, industrie pharmaceutique,...

Dans l'optique de relocalisation économique, l'exploitation écologique des ressources végétales locales, pour impulser des filières de substitution aux produits d'origine pétrolière, est une option réaliste et prometteuse. Si la priorité est à accorder dans l'usage des terres arables à la production alimentaire, la production de végétaux à but non alimentaire peut être intéressante si elle vise à produire des substituts à haute valeur ajoutée (textiles, chimie douce, plantes médicinales). En outre, l'exploitation forestière, conçue en garantissant à la fois la préservation de l'écosystème forestier et la multiplicité de ses usages, peut contribuer de manière significative au renouveau local.

Sur le modèle des AMAP ou CSA, il est possible de développer de nouvelles structures que l'on pourrait appeler **APPEL**, Association pour la Promotion des Produits issus de l'Economie Locale, qui offrirait les potentialités suivantes :

§ Elargissement du nombre d'activités couvertes ;

§ Augmentation des échanges économiques et sociaux au niveau local ;

§ Agrégation sociale et développement humain favorisés par l'augmentation et le partage d'un savoir-faire local ;

§ Multiplication des effets positifs sur le plan environnemental et notamment sur la réduction de la production de gaz à effet de serre (proximité des producteurs et des consommateurs, fragmentation de la production, utilisation d'énergie et de ressources renouvelables).

Mais la renaissance du local, c'est aussi et peut-être avant tout la destitution de l'économie comme valeur dominante. L'économie doit retrouver sa véritable fonction, c'est-à-dire un moyen au service du bien-être des citoyens. Pour ce faire, il faut que les citoyens puissent peser sur les choix et, mieux encore, être parties prenantes aux projets eux-mêmes.

2. Faire renaître la culture

Une des conséquences les plus importantes, quoique peu évoquée, de la mondialisation en cours est le développement d'une monoculture consumériste où la communication a lieu par le biais d'un sabir techno-anglais envahissant et où le marché est dominé par des produits culturels standardisés émanant de quelques multinationales.

Combattre ce processus passe par une politique volontariste de revitalisation voire de régénéscence des cultures régionales pour lesquelles l'initiative locale est déterminante. Il ne s'agit pas de se complaire dans la vénération passéiste des traditions et des anciennes pratiques, mais bien de mettre en œuvre une nouvelle modernité enracinée dans la connaissance du passé et débarrassée de ses préjugés industrialistes. Ceci n'implique en aucune manière un repli frileux sur le terroir mais une ouverture sur le monde décomplexée et soucieuse d'enrichissement culturel notamment par l'apport des concitoyens d'origine étrangère.

L'agression publicitaire doit être jugulée au maximum sur tout le territoire et l'espace rendu aux initiatives citoyennes.

3. Pratiquer pleinement la solidarité

La solidarité est censée se concrétiser aujourd'hui au travers d'institutions et de mécanismes de plus en plus complexes dont le fonctionnement est fondé sur la logique de croissance économique. Sous la pression des contraintes liées à la volonté de libéralisation généralisée, elle est en outre tributaire de moyens budgétaires étriés. Faute de pouvoir intervenir dans l'espace sociétal, les institutions sociales sont de plus en plus amenées à s'immiscer dans l'espace privé.

Le temps est venu d'une réflexion et de propositions nouvelles visant à faire fonctionner une solidarité élargie (nous sommes tous citoyens du monde) et à recréer une véritable convivialité entre personnes géographiquement proches.

o Minimiser l'empreinte écologique de chacun dans les pays industrialisés est sans doute la meilleure manière d'assurer la solidarité tant avec les générations futures qu'avec ceux qui vivent aujourd'hui, souvent dans des conditions précaires, dans les pays pauvres.

o Recréer une nouvelle convivialité au plan local passe notamment par des initiatives concrètes permettant à chacun de vivre dans la dignité et le respect des droits fondamentaux. A cet égard, la mise à disposition d'habitations de qualité à loyer réduit et en nombre suffisant doit être un élément majeur d'une politique globale de l'habitat et de l'aménagement du territoire.

o Une reprise en main par les citoyens des services publics locaux est indispensable pour aller vers plus d'égalité et éviter les dérives bureaucratiques et environnementales. La maîtrise de ces services doit rester au niveau local et en dehors de la compétition commerciale afin qu'à côté des 4 principes traditionnels (égalité d'accès, égalité de traitement, continuité du service et obligation de fourniture) soient intégrées les dimensions d'intérêt général, de long terme de préservation de l'environnement et de solidarité intergénérationnelle et interplanétaire.

o L'accueil des nouveaux habitants et, plus particulièrement, de ceux d'origine étrangère doit être une préoccupation permanente des citoyens et des mandataires publics.

4. Réhabiliter le débat démocratique

Le niveau local est le plus approprié pour réhabiliter le débat démocratique et la prise de responsabilité citoyenne.

Force est en effet de constater aujourd'hui que la démocratie se réduit trop souvent au rituel électoral et à des joutes sans grand enjeu entre familles politiques dont le principal souci est de satisfaire et d'étendre leur clientèle. De plus en plus, le paraître l'emporte voire se substitue au faire, les décisions à prendre se contentant par ailleurs le plus souvent de l'application de politiques décidées à un niveau supérieur. Le fonctionnement autoritaire et centralisé des partis, transformés en bureaucraties sans autre projet que celui de subsister, contribue largement à vider de son sens profond le concept même de démocratie et à éloigner le citoyen de la chose publique.

La renaissance du local passe largement par la revitalisation du fonctionnement politique local. Le rôle du politique ne doit pas se réduire à tout faire pour occuper les lieux de pouvoir et à tenter coûte que coûte de s'y maintenir, les citoyens se voyant privés de tout moyen d'action en dehors du processus électoral. Il consiste non à confisquer la parole des citoyens mais au contraire à leur permettre d'exercer au maximum leur responsabilité politique. Stimuler les débats et non les étouffer, mettre en place les outils institutionnels et d'information les plus appropriés pour que les conflits soient gérés démocratiquement à la base, encourager la coopération entre riverains, habitants d'une même entité, entités voisines, et surtout veiller à l'autogestion des projets, de quelque nature qu'ils soient, devraient être les préoccupations constantes des élus locaux.

Cette vision du rôle des élus ne peut que contribuer positivement à surmonter la crise de la représentation politique que tout le monde constate ou déplore aujourd'hui.

Les monnaies locales : un outil pour la relocalisation de l'économie

Un autre monde est possible et une petite carte de paiement pourrait en être le sésame.

A l'occasion du lancement du SOL (voir : <http://www.sol-reseau.org>), monnaie alternative pour les réseaux de l'économie solidaire et les échanges de proximité, il faut revenir sur l'importance des monnaies locales pour la relocalisation de l'économie et la sortie du productivisme marchand, même si ce n'est pas dans l'air du temps et très loin des projets d'une gauche déboussolée...

Il est certes bien difficile de convaincre de l'utilité d'une monnaie locale, on croit même que c'est impossible à mettre en oeuvre alors que c'est sûrement la voie de l'avenir et que les outils en sont immédiatement *disponibles*, ce qu'on peut qualifier de miraculeux ! Le principal obstacle qui reste désormais se situe dans une évolution radicale des mentalités qui devraient opérer un complet retournement en pensant le changement social à partir du local, dans l'esprit de l'altermondialisme.

Au lieu de tout attendre du pouvoir central et des stratégies /top-down/, il faudrait se convertir à la construction par le bas /*bottom-up*/ d'une alternative locale à la globalisation

marchande. Les prochaines élections municipales pourraient permettre d'en commencer l'expérimentation sans plus tarder. Hélas, c'est loin d'être gagné d'avance. Pourtant l'enjeu est de taille et il y a urgence !

C'est pourquoi nous allons essayer de répondre aux 3 questions :

1. pourquoi une monnaie ?
2. pourquoi relocaliser l'économie ?
3. pourquoi une monnaie locale ?

- *L'état de la question*

La monnaie fait l'objet, non sans raisons, de toutes les opprobres. On affecte de la mépriser, elle passe de main en main en silence, souvent même avec une certaine honte, les regards qui se détournent. C'est pourtant sans doute le secret de notre monde et qui devrait faire l'objet de toute notre attention. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, bien peu parmi les *économistes* s'en sont réellement préoccupés avant Keynes qui a montré toute son importance dans la régulation des cycles économiques et l'arbitrage entre inflation et dépression. Ensuite, les monétaristes vont plutôt tenter de nous persuader que c'est une fausse route et que la monnaie est intouchable ou presque, sa régulation ne faisant que fausser les mécanismes du marché supposés optimaux ! Il est vrai que la marge de manoeuvre est étroite, mais elle est décisive malgré tout.

Face au chômage de masse actuel et la surévaluation de l'Euro, on pourrait donc être tentés par le retour aux politiques keynésiennes qui ont si bien réussi pendant les "30 glorieuses". Ce serait pourtant une erreur d'en attendre autant car le monde a changé et ce n'est pas la monnaie qui manque actuellement dans la planète financière, c'est sa répartition qui est trop inégalitaire. Outre que l'injection de liquidités dans une seule partie du monde est difficilement réalisable quand on n'est pas la monnaie de référence comme le dollar (pour peu de temps encore peut-être), on risque de plus de nourrir avec cet excédent de ressources la *bulle* immobilière ou d'autres bulles spéculatives qui résultent de la concurrence que se font les riches entre eux pour l'acquisition des richesses, sans créer véritablement de richesses supplémentaires ni d'emplois.

Ce n'est pas une raison pour ne rien faire, mais pour faire autrement, de façon plus subtile et différencié avec différentes monnaies. La question qui se pose, c'est celle du niveau pertinent d'intervention monétaire qui n'est plus celui de la nation (qui agit par le déficit budgétaire), ni même de l'Europe (aux pays trop disparates), mais le niveau le plus *local*. C'est sans doute ce qui est bien difficile à admettre mais pourtant, non seulement c'est au niveau local que le pouvoir monétaire retrouve toute son efficacité mais, surtout, les monnaies locales constituent l'instrument indispensable d'une relocalisation de l'économie devenue nécessaire pour équilibrer la globalisation marchande et entretenir un tissu économique dynamique et performant tout en privilégiant les circuits courts et protégeant contre une marchandisation à outrance.

Il y a 3 *questions* qui se posent ici : 1) pourquoi une monnaie ? 2) pourquoi relocaliser l'économie ? 3) pourquoi une monnaie locale ? A l'évidence tout ceci est très loin des aspirations actuelles, ce qui montre tout le chemin qui reste à parcourir pour renouveler les anciennes visions théoriques et des idéologies qui datent de notre entrée dans l'ère industrielle alors que nous sommes désormais à l'ère de l'information, si différente à tant de points de vue ! Il ne suffira pas d'ajustements aux marges mais d'un renouvellement théorique complet, non pas l'abandon des valeurs de justice et de solidarité mais leur réalisation dans un tout autre cadre. Il faudra apprendre aussi à tenir compte un peu plus sérieusement des questions écologiques dont on commence seulement à pressentir le caractère central. C'est un complet changement de mentalité que l'époque exige de nous.

► *Pourquoi une monnaie ?*

La monnaie est un instrument ambivalent mais c'est une réalité éminente puisque c'est un objet entièrement social, incarnation de la *totalité sociale* et de la confiance dans la société comme un tout. En effet, la monnaie est toute de symbole, on le sait depuis qu'elle est devenue monnaie-papier avant de devenir pur jeu d'écriture entre ordinateurs en réseau. La monnaie n'est qu'un droit de tirage sur la richesse produite, on le sait au moins depuis que l'afflux d'or des Amériques a fait monter les prix en Espagne (et les salaires, notamment des soldats) dès lors que les moyens monétaires augmentaient sans augmentation équivalente de la production : c'est bien là l'origine de l'économie politique. Il n'y a pas d'objet plus social que la monnaie, objet de convention frappé du sceau du souverain. Il n'y en a pas non plus qui représente autant la totalité comme telle. En même temps on peut y voir un véritable fétiche auquel on prête un pouvoir propre alors qu'il est entièrement social. C'est notre propre puissance qui s'aliène dans son incarnation sociale, ce qu'on appelle la "réification" : le devenir chose de rapports humains qui disparaissent derrière l'objet qui les incarne et deviennent impersonnels. Le paradoxe de l'argent, c'est qu'il permet l'individualisme le plus débridé et la négation la plus délirante de la société du fait même qu'il matérialise le commun et l'échange inter-personnel !

Le règne de l'argent, c'est le règne de l'équivalence entre tout et tout. On donne un prix à la vie, aux talents, aux hommes ! Il ne faut certes pas tout monétiser et l'on doit soustraire au marché nombre de services. Notons que ce n'est pas du tout la même chose de donner une rétribution (ou dédommagement) et d'en déterminer le montant en faisant appel au marché, la *gratuité* est encore autre chose. Non seulement la gratuité doit être préservée pour tout ce qui est "biens communs" mais elle doit être étendue à la reproduction numérique qu'on tente en vain de brider par des droits numériques condamnés d'avance. Même si les intérêts qu'elle bouscule résistent autant qu'ils peuvent la gratuité est inévitable, techniquement peut-on dire, dans le domaine immatériel.

Ce n'est pas sans poser effectivement nombre de problèmes au regard de l'ancien droit d'auteur et donc de la rémunération des créateurs. Il faut effectivement adapter les institutions et les modes de rémunération, notamment par la mise en place d'un revenu garanti, mais contrairement à ce que prétend le patron de la FNAC, la gratuité ce n'est pas le vol dans le numérique, c'est tout au contraire la propriété intellectuelle qui est du vol et se révèle complètement contre-productive !

Cette gratuité ne pourrait-elle être étendue au domaine matériel ? Non seulement c'est impossible mais ce n'est même pas du tout souhaitable car on a besoin de donner un prix aux choses comme au travail, pour économiser les ressources rares et reconnaître la valeur des compétences (on sait comme le travail domestique est méprisé de ne pas être reconnu monétairement). En fait on a surtout besoin de la monnaie comme système d'*information* et d'arbitrage pour établir nos priorités et répartir nos dépenses aussi bien au niveau individuel que collectif. Ainsi l'augmentation du prix du pétrole est inévitable pour en réduire la consommation. L'énergie ne pourra être gratuite tant qu'on ne se sera pas convertis à l'énergie solaire. L'importance de la monnaie n'a rien d'un énoncé théorique. Ce n'est pas une question de "valeur" morale, c'est un fait constaté qu'un apport monétaire crée de l'activité et dynamise les échanges, de même qu'il crée de l'inflation dès lors que la monnaie excède les ressources disponibles. Dans le système économique le flux monétaire est un peu l'équivalent du flux sanguin dans le corps (ce qu'avaient bien vu les physiocrates), flux d'informations en sens inverse du flux de matières et de marchandises. L'argent comme équivalent universel a un peu le même rôle que l'énergie dans le domaine physique où elle peut se convertir en travail (l'énergie c'est ce qui se conserve et se transforme). Ce n'est pas tout. L'argent fonctionne aussi comme "mémoire collective" permettant

l'investissement sur le long terme par la thésaurisation, l'emprunt et la dette. C'est une fonction que les monnaies locales ou de consommation, dites "fondantes", désactivent pour éviter la capitalisation mais qui reste essentielle.

Il doit être clair que non seulement on a besoin d'argent mais que la situation devient dramatique quand l'argent vient à manquer comme 2001-2002 en Argentine ! Il y a bien une ambivalence de la monnaie mais les côtés négatifs ne doivent pas occulter les côtés positifs, tout est une question de bon usage et de régulation. Le *pouvoir monétaire* qui nous échappe aujourd'hui a toujours été le privilège du souverain pour attendre ses objectifs politiques, c'est un pouvoir que nous devons nous réapproprier ce qui n'est possible qu'au niveau local (que voudrait dire se réapproprier l'Euro ?). On ne peut rêver à un monde sans monnaie mais plutôt à des monnaies plurielles adaptées à nos fins économiques et sociales.

- *Pourquoi relocaliser l'économie ?*

La volonté de relocaliser l'économie apparaît bien exotique, et pour tout dire, bien peu crédible alors que la globalisation étend son empire partout, mais c'est justement pour cela qu'il faut l'équilibrer en préservant le tissu économique local. On sait que la libéralisation des échanges laisse des zones entières dévastées alors même que la productivité dépend de plus en plus de ce qu'on appelle les "*externalités positives*" c'est-à-dire non seulement les infrastructures et les voies de communication mais aussi la qualité des ressources humaines et le dynamisme économique local. Le développement local est devenu encore plus essentiel que par le passé, il faut donc bien relocaliser en partie l'économie, protéger les entreprises locales, non pour s'isoler du monde mais pour mieux s'insérer dans les échanges globaux en préservant nos richesses locales. Si chaque niveau garde sa pertinence, il devrait être bien clair que ce n'est plus la nation, ni même la région qui est devenu le plus déterminant dans cette reconquête du bas vers le haut (/bottom-up/) mais bien le niveau le plus local, celui de la municipalité ou des communautés de communes, là où se traitent les problèmes pratiques et humains, où il faut s'adapter au terrain pour préserver les ressources locales et valoriser les compétences disponibles.

Le stricte logique économique des "avantages comparatifs" et des "régions qui gagnent" suffit à donner une place déterminante à la relocalisation de l'économie dans une économie-monde. S'y ajoute un autre enjeu, encore plus déterminant, celui de l'*écologie* et de la nécessité de privilégier les circuits courts. Certes, il n'est pas mauvais de laisser croire que l'écologie pourrait être un facteur de croissance et une chance pour l'économie, si cela peut accélérer la reconversion écologique, mais on n'échappera pas à une décroissance de nos consommations matérielles au moins et donc à une réorganisation des circuits économiques au profit des circuits courts.

Favoriser les échanges de proximité constitue une nécessité écologique porteuse de grandes conséquences au point qu'on peut dire qu'elles sont révolutionnaires. Contrairement à ce qu'on peut s'imaginer, il n'y a rien là d'impossible alors qu'on peut dire que 80% de l'activité économique est déjà locale, malgré la mondialisation, et qu'on se dirige vers une économie dominée par les services. Il ne s'agit que de protéger et développer cette activité. On trouvera du coup que cela n'a pas grand chose de *révolutionnaire*, ne s'opposant pas frontalement au libéralisme. On aurait bien tort car, même si les intérêts des capitalistes ne sont pas vraiment menacés par une telle stratégie, c'est bien la seule voie possible d'une protection de la concurrence mondiale, d'une sortie du capitalisme et du dépassement du salariat à plus long terme, nouveau système de production qui se construit d'abord à l'intérieur du système précédent comme le capitalisme s'est développé dans les zones franches de la féodalité. Sans pouvoir détailler tous ces points, ce qui nous emmènerait trop loin dans l'analyse des transformations d'un travail de plus en plus

autonome et précaire à l'ère de l'information, il faut souligner surtout que c'est une voie qu'on peut emprunter dès maintenant sans attendre un hypothétique renversement du libéralisme mondial, dont il n'y aurait d'ailleurs rien de bon à attendre sinon le pire sans doute ! Bien qu'on attende tout d'un pouvoir central encore, qu'on voudrait plus autoritaire et qu'il suffirait de "prendre" pour tout changer, c'est dans notre vie quotidienne, au niveau local, que nous pouvons retrouver dès maintenant un pouvoir démocratique et reconstruire une vie collective plus conviviale, améliorer notre qualité de vie. Ce ne sont pas les élections présidentielles qui devraient être les élections les plus importantes mais les élections municipales, qu'on se le dise !

- *Pourquoi une monnaie locale ?*

On n'a pu qu'indiquer trop brièvement la nécessité d'une relocalisation de l'économie mais pour y arriver, l'intérêt d'une monnaie locale ne devrait pas faire de doute. D'autres "monnaies plurielles" peuvent être utiles, qu'on peut désigner comme des monnaies de réseau, systèmes d'échange à l'intérieur de réseaux spécifiques (par exemple de l'économie solidaire). On peut même imaginer que des réductions en Euros soient consentis par des grands réseaux de distribution contre des monnaies complémentaires, seulement ce modèle a l'inconvénient d'agir sur le même terrain que celui des monnaies ordinaires avec pour conséquence de devenir un pur et simple équivalent de la monnaie de référence et d'en perturber la gestion sans pouvoir en assurer le contrôle. A l'opposé, une monnaie locale est une monnaie *territoriale*, attachée à un pouvoir local démocratique. Cela en atténue fortement les perturbations éventuelles et procure de nombreux avantages au niveau de l'efficacité et de la régulation, redonnant au niveau local le pouvoir politique perdu au niveau national sur la monnaie et l'économie, pouvoir de création monétaire mais aussi de répartition et de taxation.

Non seulement c'est au niveau local qu'une monnaie complémentaire est le plus efficace, sans être incompatible avec la monnaie officielle, mais c'est bien l'outil privilégié de la relocalisation de l'économie puisque sa validité se limite à un territoire, il faut donc la dépenser localement. L'expérience des SEL (Systèmes d'Echanges Locaux) a montré, bien qu'à une échelle très réduite, l'efficacité de ces monnaies locales, entre autres pour employer ceux qui ne trouvaient pas de travail. Beaucoup d'autres *expériences* de par le monde ont montré l'utilité de ces monnaies locales, notamment lors de crises monétaires comme la crise argentine. Parfois de simples bourses d'échange de temps permettent de dynamiser les échanges locaux avec une forme primitive de monnaie qui s'apparente plus au troc et n'est pas généralisable mais qui a toute son utilité aussi.

Avec des monnaies municipales on passe à une toute autre échelle puisque cela toucherait tous les habitants de la commune qui recevraient une *carte de paiement* destinée aux échanges locaux. Dans un premier temps, cette carte pourrait se limiter à obtenir des réductions supplémentaires chez les commerçants ou les artisans locaux mais la mairie pourrait distribuer des montants différenciés de monnaie locale selon les populations concernées ainsi que des "monnaies affectées" à certaines prestations (sur le modèle des "Tickets restaurants"), améliorant sa politique sociale sans que tout cela ne coûte rien au budget municipal ! L'acceptation de cette monnaie par les différents acteurs est fonction de la confiance qu'elle aura suscitée mais il faut éviter qu'elle devienne l'apanage d'une catégorie particulière (comme les "minima sociaux"). Il est certain qu'elle intéressera d'abord ceux qui ne trouvent pas à employer leurs compétences sur le marché concurrentiel mais il faut obtenir des professionnels installés un petit pourcentage au moins en monnaie locale pour amorcer la pompe et assurer sa pérennité.

Le but étant le développement local et humain, cette monnaie locale devra faire l'objet d'une gestion fine et attentive afin de ne pas en créer trop par rapport à ce qu'on peut acheter avec. Une des

caractéristique de la monnaie locale, c'est d'échapper aux *taxations* habituelles, en particulier de la TVA. Dès lors, la TVA fonctionne comme une taxe douanière, un droit de douane pour les produits extérieurs. C'est la meilleure façon d'instituer un protectionnisme local sans se couper du marché et s'enfermer dans une impossible autarcie. Bien sûr on est ainsi en contradiction avec le dogme européen d'une "concurrence libre et non faussée", et l'absence de toute taxe n'est pas viable si le système se généralise. Il faudra donc instituer au niveau municipal un autre système de taxes, ne s'appliquant qu'à partir d'un certain niveau de revenu et non pas directement sur le produit lui-même, mais aboutissant pour les professionnels à une taxation en monnaie locale sensiblement inférieure à la TVA elle-même. Ce qui est toléré pour les SEL risque de se heurter ici à l'administration fiscale mais il faudrait surtout trouver un compromis et pour cela commencer d'abord l'expérimentation. A noter que ce qu'on appelle la "loi Vauban" permettant de payer ses impôts locaux en "travail forcé", ces impôts devraient pouvoir se payer en sol ! On peut trouver aussi un intérêt plus spécifique à une monnaie locale dans les lieux touristiques où cela permet de ne pas faire payer le même prix aux touristes et aux locaux...

La caractéristique d'une monnaie locale, c'est de n'être pas convertible en monnaie ordinaire et d'avoir une validité limitée (comme les Ticket restaurants encore une fois). C'est ce qu'on appelle une monnaie de consommation, pouvant faire ainsi l'objet d'une régulation à court terme. Il ne faut pas pourtant que cette *conversion* soit trop difficile non plus, affectant sa crédibilité et son acceptation par la population. Il faut donc prévoir une convertibilité à un taux assez désavantageux et qui peut être variable. La difficulté d'un tel dispositif, c'est qu'il doit s'adapter à un monde très mobile et donc qu'il faut pouvoir convertir une monnaie locale dans une autre monnaie locale. Cela peut sembler le plus difficile, c'est pourquoi c'est une grande chance de disposer d'une monnaie alternative comme le SOL capable d'assurer ces fonctions de conversion entre monnaies locales et la mise en réseau des premières expériences sans risque de faux monnayage. Pour l'instant le principe c'est 1 sol = 10 centimes = 1 minute mais la valeur en sol diminue à partir du 6ème mois pour s'annuler au bout de 3 ans s'il n'a pas été dépensé (modulable localement).

Les cartes sont prêtes, les terminaux de paiement (gratuits), les logiciels de gestion. L'opération qui attend des municipalités prêtes à faire l'expérience a le soutien de la Macif, la Maif, le Crédit Coopératif, les Chèques déjeuners, de l'Europe, de collectivités territoriales, de Claude Alphandéry, etc.). C'est le *moment* ou jamais de tenter l'aventure qui ne se réduit pas aux limites de la commune mais constitue bien la base d'une alternative locale à la globalisation marchande, réappropriation de nos vies, de nos échanges et de la monnaie, beaucoup plus efficace qu'une illusoire "propriété collective" des instruments de production qui n'est qu'une version étatique du capitalisme. L'enjeu ici est à la fois démocratique, social, économique, écologique !

Les monnaies locales sont l'instrument privilégié d'une relocalisation de l'économie mais ce n'est pas pour autant le seul, bien sûr. Pour sortir du productivisme salarial et favoriser les productions locales, il ne faut pas seulement agir sur la circulation, il faut aussi transformer la *production* et la répartition des revenus par des coopératives municipales (structures de développement humain et d'échanges locaux) ainsi qu'un revenu garanti devenu indispensable dans la production immatérielle, mais c'est une autre histoire

(Article pour La lettre du GRIT de juillet 2007 sur les Monnaies plurielles)

Jean Zin, <http://jeanzin.free.fr>